**Demande d’autorisation d’accès à votre propriété pour réaliser les Obligations Légales de Débroussaillement (OLD)**

en application des articles L131-12 et R131-14 du Code Forestier et du règlement interdépartemental du 7 avril 2016

Le demandeur ayant la charge des OLD :

**Envoi en lettre recommandé AR**

ou remise en main propre contre récépissé

|  |
| --- |
|  |
|  |
|  |

 à (Propriétaire du terrain sur lequel l’OLD s’étend) :

|  |
| --- |
|  |
|  |
|  |

Objet : Réalisation du débroussaillement obligatoire destiné à protéger la construction suivante :

|  |  |
| --- | --- |
| Commune :  |  |
| Adresse :  |  |
| Réf. cadastrales :  |  |

Madame, Monsieur,

Je suis propriétaire de la construction dont les références sont rappelées ci-dessus. La réglementation relative au débroussaillement m’impose une profondeur de débroussaillement de 50 mètres autour de cette construction (article L134-6 du Code Forestier) afin de limiter le risque d’incendie de forêt (diminution de l’intensité et de la propagation d’un incendie grâce à la réduction de la végétation basse, arbustive et arborée).

Cette obligation s’étend sur votre propriété suivante :

|  |  |
| --- | --- |
| Commune :  |  |
| Adresse :  |  |
| Réf. cadastrales :  |  |

Par la présente, j’ai l’honneur de vous demander l’autorisation d’accéder à votre terrain pour y réaliser les opérations réglementaires de débroussaillement dont j’ai la charge. Je respecterai les modalités définies par l’arrêté préfectoral en vigueur. Je souhaite vivement que nous puissions convenir ensemble des modalités de ma venue sur votre terrain pour la réalisation de cette obligation. Si vous le souhaitez, les résidus forestiers issus des coupes et élagages pourront être laissés à votre disposition, vous aurez alors un mois pour les enlever. Sinon, je procéderai directement à leur évacuation et à leur élimination comme prévu par l’arrêté préfectoral.

**Les articles L131-12 et R131-14 du Code Forestier disposent, qu’à défaut de réponse ou d’autorisation donnée sous un mois, les obligations légales de débroussaillement qui s’étendent sur votre propriété devront être effectuées à vos frais. La mairie sera informée du transfert de responsabilité**.

Dans l’attente de votre réponse, je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de mes salutations distinguées.

 Fait à ……………………….., le ……………………..

Signature

**Références réglementaires**

**Article L131-12 du Code Forestier :**

Lorsque la présence sur une propriété de constructions, chantiers et installations de toute nature entraîne, en application des articles L131-11, L134-6 et L134-10 à L134-12, une obligation de débroussaillement qui s’étend au-delà des limites de cette propriété, le propriétaire, ou l’occupant, des fonds voisins compris dans le périmètre soumis à cette obligation ne peut s’opposer à leur réalisation par celui de qui résulte l’obligation et à qui en incombe la charge. Il peut réaliser lui-même ces travaux.

En cas de refus d’accès à sa propriété, l’obligation de débroussaillement ou de maintien en état débroussaillé est mise à sa charge.

**Article R131-14 du Code Forestier :**

Lorsqu’en application de l’article L131-12 une opération de débroussaillement ou de maintien en état débroussaillé s’étend au-delà des limites de sa propriété, celui à qui incombe la charge des travaux, en application de l’article L134-8, prend les dispositions suivantes à l’égard du propriétaire et de l’occupant du fonds voisin s’il n’est pas le propriétaire :

1° Les informer par tout moyen permettant d’établir date certaine des obligations qui s’étendent à ce fonds ;

2° Leur demander l’autorisation de pénétrer sur ce fonds aux fins de réaliser ces obligations ;

3° Rappeler au propriétaire qu’à défaut d’autorisation donnée dans un délai d’un mois ces obligations sont mises à sa charge.

Lorsque l’autorisation n’a pas été donnée, il en informe le Maire.